

# EUROPE : L'HYMNE À LA PEUR ?

Yves Bertoncini | Directeur de Notre Europe - Institut Jacques Delors

Le climat de peur qui entoure la campagne des élections européennes dans de nombreux pays de l'UE doit conduire à quelques clarifications politiques salutaires à 3 mois du scrutin de mai prochain.

Une version courte de cette Tribune a été publiée par le [Huffington Post](#) et la version serbe d'[Euractiv](#).

## 1. Même si elle inquiète nombre de ses citoyens, l'UE n'est pas responsable de la crise en cours

L'Union européenne (UE) n'est pas à l'origine de la crise économique, financière et sociale qui frappe nombre de ses États membres, qu'ils soient ou non membres de la zone euro. Elle n'a certes pas fait tout ce qu'il fallait pour empêcher qu'une telle crise ne survienne : les efforts qu'elle a récemment entrepris pour mieux réguler les excès de la finance et prévenir la création de nouvelles « bulles » le confirment a contrario ; il en va de même de la [réforme du pacte de stabilité](#) ou de l'adoption du pacte budgétaire, qui doivent permettre d'éviter les déséquilibres nationaux excessifs en termes de dette publique et privée et de compétitivité. Dans les deux cas, l'UE s'est mise en position de mieux porter remède à des défaillances imputables aux marchés financiers et aux États membres, qui sont les premiers responsables de la crise.

L'UE fait d'autant plus aisément office de « bouc émissaire » qu'elle a été amenée à prendre des décisions cristallisant la colère des opinions publiques. En [agissant avec et comme le Fonds monétaire international](#) (FMI) en Irlande ou en Grèce, elle a accepté de voir sa popularité descendre à des niveaux comparables à celle du FMI... Elle a non seulement vu son image se dégrader dans les pays qui ont engagé des réformes drastiques en contrepartie de l'aide européenne, et qui auraient d'ailleurs été nécessaires même en l'absence d'une telle aide. Mais son image s'est aussi dégradée dans les pays réticents à venir au secours d'États membres qui avaient failli, soit dans la supervision de leurs banques et de leur secteur immobilier, soit dans la gestion de leur État et de leur économie... Pour beaucoup d'Européens, « l'Europe-Troïka » est désormais perçue comme une menace parce qu'elle est à l'origine d'ajustements douloureux par leurs effets ou par leurs coûts, alors même que l'UE était jusqu'alors associée à l'idée de progrès économique et social (notamment dans ses pays périphériques).

Il n'est dès lors guère étonnant que les partis critiquant l'UE bénéficient d'un soutien populaire plus élevé qu'à l'ordinaire. Ceux qui remettent en cause la construction européenne ne formulent aucune proposition positive pour répondre aux problèmes et aux peurs qu'ils instrumentalisent et n'ont [aucune chance de disposer de la majorité des sièges au Parlement européen](#). Le premier enjeu de la campagne en cours est donc de savoir si les forces politiques traditionnelles reprendront à leur compte les diatribes populistes ou si elles sauront offrir aux citoyens des visions alternatives et constructives de la sortie de crise et des politiques conduites par l'UE. Le deuxième enjeu est de [savoir si la gauche ou la droite sera en tête](#), dès lors que c'est le rapport de force établi entre les conservateurs du Parti populaire européen (PPE) et les Socialistes & Démocrates (S&D) qui déterminera largement le contenu des orientations et décisions de l'UE au cours des 5 prochaines années.

## 2. L'Union européenne peut être une réponse efficace aux principales menaces qu'affrontent ses citoyens

La construction européenne a été lancée pour répondre à une double menace : la perspective de s'entretuer et de s'affaiblir à nouveau, et l'agressivité de l'Union soviétique. C'est parce que la décolonisation et la crise de Suez ont confirmé la perte d'influence des Européens que le projet de marché commun a pu prendre son essor. C'est pour conjurer les risques d'instabilité liés à la chute du mur de Berlin et à la réunification bienvenue de l'Allemagne que l'union monétaire a été mise sur les rails. À tout prendre, il serait donc plus logique de célébrer l'UE en invoquant la symphonie n° 3 de Beethoven (dite « héroïque ») plutôt que la n° 9 (et donc « L'hymne à la joie »), y compris lorsqu'on se tourne vers l'avenir.

Les Européens sont en effet confrontés à de nombreux défis et menaces qui nourrissent les peurs, mais qui [renforcent aussi l'intérêt de s'unir](#) : la finance

folle et ses dérèglements ; le changement climatique et la dépendance énergétique extérieure ; un vieillissement spectaculaire, qui incite à recourir davantage à l'immigration ; l'instabilité des pays voisins ; le développement d'États-continentaux comme la Russie, la Chine ou le Brésil ; l'existence de menaces terroristes au Sahel, en Syrie ou ailleurs...

Les États membres sont largement désarmés pour affronter seuls de tels défis. C'est d'abord pour mieux y faire face que l'Union européenne fait la force, quelle que soit l'ampleur de ses défauts, inévitables dans une Europe fondée sur des compromis à 28 et qu'il faut inlassablement s'efforcer de corriger. Mais c'est aussi en montrant que l'UE les protège qu'on peut convaincre beaucoup d'Européens de son utilité, même si les autorités bruxelloises rechignent le plus souvent à invoquer une telle logique, qu'elles assimilent au « protectionnisme ». Ainsi en va-t-il pourtant des barrières tarifaires et non tarifaires imposées par l'UE en matière de commerce international, et dont on ne parle que lorsqu'il s'agit de les démanteler... Ainsi des normes européennes qui protègent les consommateurs, tandis que la concurrence européenne protège leur pouvoir d'achat face aux rentes monopolistiques. Ainsi encore du [projet d'union bancaire](#), qui va protéger les contribuables puisqu'il prévoit de mieux contrôler les banques *via* la Banque centrale européenne (BCE) tout en les faisant payer pour leurs propres errements.

### 3. Les protections offertes par la construction européenne sont menacées par la poussée populiste

L'union monétaire fournit un autre exemple emblématique de la logique protectrice à l'œuvre au niveau européen. [Comme le souligne Jacques Delors](#), l'euro a protégé les États membres, y compris contre les effets de leurs propres bêtises... Il protège aussi des excès de la spéculation financière entre devises nationales, et des ravages causés par la succession des dévaluations compétitives. C'est d'ailleurs pour cela que [l'appartenance à l'union monétaire bénéficie d'un soutien très majoritaire des citoyens de tous les pays de la zone euro](#), qui préfèrent assumer les droits et les

devoirs liés au partage d'une monnaie unique, même à contrecœur, plutôt que de privilégier l'hypothèse hasardeuse d'un retour à leur monnaie nationale. Bien peu d'Européens dédieraient un « hymne à l'amour » à l'euro, mais tout aussi peu nombreux sont ceux qui se laissent enfermer dans le dilemme « la zone euro : tu l'aimes ou tu la quittes ».

L'espace européen de libre circulation présente une image plus ambiguë auprès des opinions publiques. S'il est largement soutenu dans son principe, au point d'être perçu comme [un élément clé de l'appartenance à l'UE](#), il est souvent dénoncé dans certains de ses effets, par exemple liés à la concurrence sociale déloyale ou à la délinquance étrangère. S'attaquer à ces menaces est une nécessité, par exemple en encadrant mieux le détachement des travailleurs ou en renforçant la coopération policière et judiciaire. Revenir sur le principe de libre circulation en s'inspirant du vote suisse aurait en revanche des effets très négatifs. Que deviendraient par exemple les 300 000 résidents français de tous niveaux qui partent chaque jour travailler dans un autre pays de l'UE (tandis que seulement 11 000 résidents étrangers empruntent le chemin inverse) ? Quant aux contrôles fixes aux frontières, ils n'ont pas démontré leur utilité dans un pays comme le Royaume-Uni, lui aussi victime de la délinquance étrangère : la seule certitude est que ces contrôles pèsent chaque jour sur des centaines de milliers de voyageurs, routiers et travailleurs, qui n'ont rien d'autre à déclarer que le temps qu'ils ont inutilement perdu.

La campagne pour les élections européennes doit naturellement conduire à [souligner de manière positive les opportunités et apports de la construction européenne](#), par exemple en termes de croissance et d'emplois ou d'échanges humains. Mais elle ne doit pas laisser l'invocation des peurs aux « populistes », dont la poussée constitue à la fois une réponse inefficace et une autre menace pour les Européens.

Directeur de la publication : Yves Bertoncini • La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source • Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) • *Notre Europe - Institut Jacques Delors* ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution • Version originale • © *Notre Europe - Institut Jacques Delors*

